Le Club de Mediapart
Participez au débat

Histoire coloniale et postcoloniale

Site proposant un vaste corpus de référence de documents, études, réflexions et ressources sur l'histoire coloniale de la France (première et seconde colonisation), ainsi que sur ses traces dans la société française postcoloniale d'aujourd'hui.

Abonné·e de Mediapart
BILLET DE BLOG 3 SEPT. 2022

Intervention choquante de l'Elysée après une tribune publiée dans « Le Monde »

Emmanuel Macron a déclaré en Algérie qu'entre la France et l'Algérie, « c'est une histoire d'amour qui a sa part de tragique ». Dans une tribune publiée par Le Monde, le politiste Paul Max Morin écrit que « la réduction de la colonisation à une "histoire d'amour" parachève la droitisation d'Emmanuel Macron sur la question mémorielle ». Après des protestations de l'Élysée, le journal l'a supprimée.

Ce blog est personnel, la rédaction n'est pas à l'origine de ses contenus.

par François Gèze, Gilles Manceron, Fabrice Riceputi, Alain Ruscio.

Le 26 août, lors de son voyage en Algérie, le président de la République, Emmanuel Macron, a déclaré qu'entre la France et l'Algérie, « c'est une histoire d'amour qui a sa part de tragique ». Pour le politiste Paul Max Morin, « la réduction de la colonisation à une "histoire d'amour" parachève la droitisation d'Emmanuel Macron sur la question mémorielle ». Il l'a écrit dans une tribune intitulée « *Réduire la colonisation en Algérie à une* "histoire d'amour" *parachève la droitisation de Macron sur la question mémorielle* » que *Le Monde* a publiée dans son édition datée du 2 septembre 2022.

Réduire la colonisation en Algérie à une « histoire d'amour » parachève la droitisation de Macron sur la question mémorielle

La mise en avant du passé colonial, lors de la visite du chef de l'Etat français en Algérie, a une nouvelle fois servi de vitrine pour simuler des avancements vers une « réconciliation » entre les deux pays, estime le politiste **Paul Max Morin**

Emmanuel Macron s'est rendu pour la deuxième fois en Algérie, du 25 au 27 août, en tant que président de la République française, afin de *« renforcer la coopération franco-algérienne face aux enjeux régionaux »* et de *« poursuivre le travail d'apaisement des mémoires »*.

Ne nous y trompons pas. L'enjeu principal de ce voyage fut de négocier l'approvisionnement en gaz face à la menace de coupures des gazoducs russes. De ces négociations, nous ne saurons rien ou très peu. La question des mémoires, en revanche, a une nouvelle fois servi de vitrine pour simuler des avancements vers une « réconciliation ». Mais en cinq ans, la colonisation sera passée, dans le verbe présidentiel, d'un *« crime contre l'humanité »* (2017) à *« une histoire d'amour qui a sa part de tragique »* (2022).

Les déclarations de 2017 positionnaient le candidat à la présidentielle en homme neuf, capable d'assumer le passé colonial, renvoyant de fait ses concurrents à leur propre incapacité. L'Algérie devenait la jambe gauche du président du *« en même temps »*. Depuis, la droitisation du paysage politique français a amené Emmanuel Macron à durcir sa ligne. Ainsi, en octobre 2021, il recyclait l'idée que la France aurait fait l'Algérie, déclarant : *« Est-ce qu'il y avait une nation algérienne avant la colonisation française ? Ça, c'est la question. »* En janvier 2022, il reconnaissait le massacre *« impardonnable pour la République »* des victimes de la rue d'Isly *[à Alger, en 1962]*, soutiens de l'Organisation de l'armée secrète.

Violence et asservissement

Qu'elle ait été prononcée spontanément ou non, la réduction de la colonisation à une *« histoire d'amour »* parachève la droitisation d'Emmanuel Macron sur la question mémorielle. Elle s'inscrit dans la continuité d'une idéologie coloniale qui n'a jamais cessé d'utiliser des euphémismes pour masquer les réalités sociales et politiques. Ces déclarations constituent de plus une rupture majeure avec celles des anciens présidents français en visite en Algérie. En 2007, Nicolas Sarkozy déclarait que *« le système colonial était injuste par nature »* et qu'il *« ne pouvait être vécu autrement que comme une entreprise d'asservissement et d'exploitation »*. Le 19 décembre 2012, François Hollande reconnaissait devant les parlementaires algériens *« les souffrances que la colonisation a infligées au peuple algérien »*.

L'annonce de la création d'une nouvelle commission d'historiens, cette fois franco-algériens, est également problématique. Elle laisse entendre que le travail de recherche et de précision sur les faits n'aurait pas été effectué. Fort heureusement, les historiens et les historiennes des deux côtés de la Méditerranée n'ont pas attendu la parole présidentielle pour travailler. De Charles-Robert Ageron à Raphaëlle Branche, en passant bien sûr par Benjamin Stora ou Mohammed Harbi, trois générations d'historiens se sont succédé. En 2014, Abderrahmane Bouchène, Jean-Pierre Peyroulou, Ouanassa Siari Tengour et Sylvie Thénault publiaient *Histoire de l'Algérie à la période coloniale, 1830-1962* (La Découverte), un ouvrage collectif regroupant autant de spécialistes français qu'algériens. Ce travail se poursuit dans les nouvelles générations.

> SEULE UNE LUTTE AMBITIEUSE CONTRE LES HAINES RACISTES SERAIT À MÊME DE RÉTABLIR UN SENTIMENT DE JUSTICE DANS LE PRÉSENT

Ces chercheurs ont qualifié le passé colonial : conquête, violences, accaparement des terres, enfumades, pratique de la terre brûlée, système colonial, indigénat, ratonnades, racisme, antisémitisme, attentats, torture, camps, viols, bombardements, assassinats, embuscades, disparitions, exils, immigration, etc. Ces mots nous sont de plus en plus familiers. Mais le président refuse de les utiliser alors qu'il répète vouloir *« regarder le passé avec courage »*. La colonisation n'a rien d'une histoire d'amour. Elle est une histoire de prédation, de violence et d'asservissement.

Emmanuel Macron dit pourtant vouloir *« laisser les historiens travailler »*. Mais cela ne peut se résumer aux travaux d'une commission dépendante des opportunités qu'offrirait le politique. *« Laisser les historiens travailler »*, c'est avant tout leur donner des moyens. Or, aujourd'hui, en France, toutes les archives ne sont pas encore ouvertes. A cause du manque de financement alloué par l'Etat et de dynamiques propres à l'université, il n'y a pas de chaire universitaire d'histoire coloniale, d'études postcoloniales ou d'histoire de l'immigration. La grande majorité des chercheurs qui ont produit des connaissances majeures sur cette période n'ont pas de poste, travaillant de fait gratuitement.

Demandes concrètes

Il faut, certes, saluer l'annonce de programmes d'échanges pour les start-up et le monde du cinéma. Mais cela paraît bien maigre pour compenser la réduction de moitié du nombre de visas décidée par la France en 2022. Si les privilégiés des deux pays vont pouvoir se rencontrer, ceux qui font le cœur d'une société – les jeunes, les étudiants, les apprentis, les militants, les ouvriers – restent exclus du champ de vision. Il y a pourtant une nécessité, non pas de se réconcilier car les nouvelles générations ne se sont jamais battues, mais de se connaître et de travailler ensemble.

Les jeunesses des deux pays formulent des demandes concrètes. En Algérie, le Hirak *[un « mouvement » populaire pacifique]* porte courageusement un désir de démocratie, d'égalité et de circulation entre les sociétés. En France, les demandes de la jeunesse tiennent en trois mots : connaissance, circulation et lutte contre le racisme. Pour le premier, il s'agit d'une demande d'histoire plus que de mémoire. Quant à la circulation entre les sociétés, les organisations de jeunesse militent depuis des années pour la création d'un office franco-algérien de la jeunesse. Enfin, les jeunes Français manifestent contre le racisme dans la police, bien plus que pour la reconnaissance des massacres d'Algériens, qui ont eu lieu à Paris le 17 octobre 1961. Le racisme et l'antisémitisme sont en partie les produits de cette histoire coloniale. Si la symbolique mémorielle a son importance, seule une lutte ambitieuse contre les haines racistes serait à même de rétablir un sentiment de justice dans le présent. La société française a besoin d'outils pour organiser sa confrontation au système colonial et à ce qu'il charrie encore, pour construire un avenir commun avec la société algérienne. ■

Paul Max Morin *est politiste, chercheur associé au Centre de recherches politiques de Sciences Po, enseignant à l'université Côte d'Azur, auteur de « Les Jeunes et la guerre d'Algérie. Une nouvelle génération face à son histoire » (PUF, 272 p., 22 €)*

Paul Max Morin est docteur en science politique, chercheur associé au Cevipof et enseignant à Sciences Po, il travaille sur la mémoire de la guerre d'Algérie chez les jeunes et collabore à plusieurs projets scientifiques, pédagogiques et culturels sur ce sujet. Il a déjà publié en 2021 une tribune dans le *Monde* et été plusieurs fois cité dans des articles de ce quotidien. Il écrit dans cette tribune que le discours présidentiel sur la colonisation — qui, à tout le moins, fait partie du passé franco-algérien puisqu'elle a marqué la période de 1830 à 1962 — est passé de la qualification en 2017 de « crime contre l'humanité », à celle, en 2022, d'« histoire d'amour qui a sa part de tragique ». Cette formule a été employée à deux reprises par le président de la République durant son voyage en Algérie, puisqu'il l'a répétée en s'adressant aux ressortissants français reçus à l'ambassade de France à Alger. Paul Max Morin est dans son rôle lorsqu'il donne son commentaire sur son usage, dans une tribune qu'il signe de son nom et qui peut être discutée ou contredite par quiconque ne partage pas son point de vue. Mais, quelques heures après la distribution du quotidien, elle a été supprimée du site internet du journal.

A 16 h 24, elle a été retirée purement et simplement et remplacée par une adresse aux lecteurs du journal, non signée, qui justifie sa dépublication : « Ce texte reposait sur des extraits de citations qui ne correspondent pas au fond des déclarations du chef de l'Etat. Si elle peut être sujette à diverses interprétations, la phrase “une histoire d'amour qui a sa part de tragique” prononcée par M. Macron lors de la conférence de presse n'évoquait pas spécifiquement la colonisation, comme cela était écrit dans la tribune, mais les longues relations franco-algériennes ». Cette adresse présente ses excuses, non seulement « à ses lectrices et lecteurs », mais aussi « au président de la République ». Ce qui laisse entendre que c'est la présidence de la République qui s'est plainte directement au *Monde* de la publication de ce texte, ce qu'a révélé *CheckNews* et que la direction du quotidien a confirmé à *Arrêt sur image*.

Le Monde
Se connecter
S'abonner

DÉBATS • ALGÉRIE

A nos lecteurs

TRIBUNE

Publié hier à 06h00, mis à jour hier à 16h24

Nous avons décidé de retirer de notre site la tribune du politiste Paul Max Morin sur le récent voyage d'Emmanuel Macron en Algérie, publiée jeudi 1er septembre. Ce texte reposait sur des extraits de citations qui ne correspondent pas au fond des déclarations du chef de l'Etat. Si elle peut être sujette à diverses interprétations, la phrase *« une histoire d'amour qui a sa part de tragique »* prononcée par M. Macron lors de la conférence de presse n'évoquait pas spécifiquement la colonisation, comme cela était écrit dans la tribune, mais les longues relations franco-algériennes. *Le Monde* présente ses excuses à ses lectrices et lecteurs, ainsi qu'au président de la République.

Un fait unique dans la longue histoire du quotidien *Le Monde*

Les pages « Idées » du *Monde* contiennent souvent des points de vue qui ne sont pas partagés par la rédaction du journal. Dans ces cas une autre tribune est publiée ensuite pour les contester. Mais cette « dépublication » d'une tribune déjà imprimée est un fait unique dans la longue histoire du quotidien *Le Monde*.

Joint par *Arrêt sur images*, le directeur du *Monde*, Jérôme Fenoglio, a ajouté : « On a décidé de dépublier la tribune parce qu'elle reposait sur une interprétation totalement excessive d'une citation », estimant qu'elle avait été « publiée par erreur », et qu'elle n'aurait pas dû l'être. Après sa diffusion dans l'édition papier datée du 2 septembre (publiée le 1er septembre), « les principaux concernés nous ont dit "Mais le président n'a pas dit ça". L'Élysée nous prévient qu'il y a un problème avec l'interprétation de cette citation. En général, quand on commet une erreur, sur ce sujet comme sur d'autres, ce sont les premiers concernés qui nous le signalent, c'est valable y compris pour l'Élysée ».

Dans une seconde adresse aux lecteurs publiée le 2 septembre, le *Monde* a donné des explications semblables, mais qui sont contestées par le chercheur. On peut le lire dans l'article publié le 2 septembre par *Libération*, intitulé « Le Monde a-t-il censuré une tribune sur les déclarations de Macron en Algérie ? » : « Interrogé par CheckNews, le chercheur Paul Max Morin, auteur la tribune, indique que celle-ci a été discutée et validée par la direction du quotidien du soir, puis retirée après la colère de l'Elysée ». Paul Max Morin assure qu'il était convenu en amont avec la rédaction du *Monde* que sa tribune porterait sur la « droitisation » du discours présidentiel et formulerait un « regard critique » sur les annonces d'Emmanuel Macron en Algérie. Il écrit qu'elle a été « relue, modifiée et validée » par le journal, puis publiée. « Suite à sa publication, j'ai reçu un premier appel hier matin [jeudi 1er septembre] du journal m'informant que « l'Élysée était furax » et qu'il fallait apporter des modifications », rapporte *Libération*. Il

accepte. Mais « une demi-heure plus tard, j'ai reçu un deuxième appel pour me dire que la tribune était retirée ». Il propose alors une seconde version, refusée par la rédaction en chef du *Monde*... qui lui a proposé, le 2 septembre, de la republier sans l'évocation présidentielle d'une « histoire d'amour ». Toujours selon *Libération,* la justification du *Monde* était identique : « Que j'avais mal interprété ou surinterprété les propos du président et que cette analyse était partagée par les envoyés spéciaux en Algérie qui s'opposaient à sa publication ». Selon Jeune Afrique, le retrait de la tribune de Paul Max Morin a provoqué des critiques au sein de la rédaction du *Monde,* « notamment sur le processus de validation des articles », et « la société des journalistes du *Monde* s'exprimera dans les heures qui viennent sur cette situation ».

La colère de l'Élysée serait liée au fait que le chercheur auteur de la tribune n'aurait pas suivi les consignes d'interprétation contenues dans un message envoyé par le service de presse de l'Elysée, via une boucle WhatsApp, aux journalistes présents lors du voyage de presse.

Des historiens intéressés par l'analyse du politiste et choqués par cette dépublication

Fabrice Riceputi, chercheur associé à l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP), a exprimé à *Arrêt sur images* son soutien à Paul Max Morin. « Tout le monde a bien compris qu'Emmanuel Macron ne pouvait parler que des 132 ans de colonisation et des 60 ans qui ont suivi. J'ai été choqué, et je pense que nous avons été très nombreux à être choqués, y compris en Algérie, par cette façon de résumer des relations qui ne sont pas du tout une histoire d'amour ». Selon lui, ce discours « relève toujours de ce déni fondamental, de ce refus d'admettre que la France a été une puissance agresseuse, occupante, colonisatrice ». Et « après la colonisation, le sort des travailleurs algériens en France ne relève pas vraiment de l'histoire d'amour ».

Un point de vue partagé par l'historien Gilles Manceron qui a répondu à ce même média : « La relation entre la France et l'Algérie a été émaillée, surtout entre 1930 et 1962, d'un rapport de domination consécutif à une conquête : est-ce que le terme d'amour est adéquat pour désigner cela ? Et pour ce qui est de l'Algérie indépendante, les 60 ans qui nous en séparent sont toujours habités par les conséquences de cette domination coloniale ». Tout en ajoutant : « Je m'étonne de la manière dont un désaveu ait pu être publié de cette façon par le journal, sans le signer d'un nom. On a une réponse qui vient d'une autorité indéterminée ».

Quant à la « dépublication » de la tribune, elle est contestée par la spécialiste de la guerre d'indépendance algérienne Sylvie Thénault : « Je suis très surprise de cette pratique qui ne me semble pas conforme aux normes journalistiques. Il me semble que si une tribune pose un problème de contenu, le plus juste est d'offrir un droit de réponse à celui ou celle qui en conteste le contenu. Je ne comprends pas cette dépublication, et elle m'inquiète non pas comme historienne mais comme citoyenne ».

Membres de la rédaction du Blog Histoire coloniale et postcoloniale de Mediapart et du site histoirecoloniale.net, nous sommes aussi des lecteurs fidèles du quotidien *Le Monde* où des journalistes talentueux apportent des analyses utiles.

Cette décision incroyable prise au nom du journal apparait comme imposée à ces journalistes par des actionnaires.

Telle est notre inquiétude.

François Gèze, Gilles Manceron, Fabrice Riceputi, Alain Ruscio.

Ce blog est personnel, la rédaction n'est pas à l'origine de ses contenus.